



Agir pour la santé et l'environnement sur mon territoire

01 juillet 2025 – Sèvremont



Animé par le



PRSE

PLAN RÉGIONAL SANTÉ ENVIRONNEMENT
PAYS DE LA LOIRE

CONSTRUIRE ENSEMBLE
UN ENVIRONNEMENT
FAVORABLE À LA SANTÉ

Présent·es (30 participant·es)

Nom	Prénom	Structure	Adresse mail
ARTIGNY	Lucile	GAB 85	restoco@gab85.org
BOSSIS	Agnès	Du Pain sur La Planche	agnes.bossis@dupainsurla-planche.org
BRAULT	Estelle	GRAINE Pays de la Loire	
DARGINOFF	Marina	CIAS Pays de saint-Fulgent	m.darginoff@ciastfulgent-essarts.-fr
DESNOUHES	Blandine	CPIE Sèvre et Bocage (85)	b.desnouhes@cpie-sevre-bo-cage.com
DIXNEUF	Stéphanie	ARS (85)	stephanie.dixneuf@ars.sante.fr
DONGER	Sabrina	CPIE Logne et Grand Lieu (44 et 85)	sabrina.donger@cpie-logne-et-grandlieu.org
EGLIZAUD	Sophie	ARS Pays de la Loire (44)	sophie.eglizaud@ars.sante.fr
FERRE	Véronique	Communauté de communes	
FLEURY	Olivier	CPIE Sèvre et Bocage (85)	
FONTENEAU	Léa	GRAINE Pays de la Loire	Lea.fonteneau@graine-pdl.org
GASTINEL	Francine	Polleniz	
GAUVRIT	Hervé	La Cicadelle (85)	herve.g@cicadelle.org
GIRAUT	Céline	CPIE Loire Océane Environnement (44)	celine.girault@cpie-loireoceane.com
GRANDIN	Amandine	Du pain sur la planche (44)	amandine.grandin@dupaunsurla-planche.org
GUILLOTEAU	Rébecca	Communauté de Communes	r.guilloteau@fontenayvendee.fr
KOUVTANOVITCH	Elisabeth	ARS DSPE (85)	elisabeth.kouvtanovitch@ars.sante.fr
LE GOFF	Damien	ARS Pays de la Loire - DSPE (49)	damien.legoff@ars.sante.fr
LECLERC	Charlotte	Les Petits Débrouillards Grand Ouest	c.leclerc@debrouillonet.org
LECLUSE	Corinne	ARS PDL (44)	corinne.lecluse@ars.sante.fr
LEMOUL	Cécile	CPIE Loire Anjou (49)	c.lemoul@cpieloireanjou.fr
MAPOUKA	Christiana	GRAINE Pays de la Loire	
MORISSET	Pauline	Communauté de Communes	cls@ccplc.fr
PASCHAL	Léa	GABB ANJOU (49)	
PICHON	Aurélien	Communauté d'Agglomération du	a.pichon@payssaintgilles.fr
VIDAL	Lucie	Communauté de communes	pluss@iledenoirmoutier.org
ELIE	Maëva	CPIE Loire Anjou	
REDEGER	Denis	ARS 85	
DUHOO	Brunehilde	Mutualité Française Pays de la Loire	Brunehilde.duhoo@mfpl.fr
JOUSSE	Agnès	CPIE Sèvre et bocage	a.jousse@cpie-sevre-bo-cage.com

Excusé·es

Nom	Prénom	Structure
LE GOFF	Samuel	CC Sud Vendée Littoral (85)
BIDAUX	Léonie	Sud Vendée Littoral (85)

.1. CONTEXTE

Le GRAINE Pays de la Loire, acteur régional d'éducation à l'environnement et à la transition écologique, organise en 2024 deux temps forts hémisphériques intitulés « **Agir pour la santé et l'environnement dans les territoires** » à destination des collectivités porteuses de politiques publiques en lien avec la Santé Environnement (CLS, PCAET, référent·es santé, aménagement et urbanisme, PAT, participation citoyenne...). Ces rencontres sont organisées dans le cadre du PRSE4, en partenariat avec l'Agence régionale de santé.

Les objectifs de ces temps forts sont :

- Partager une culture commune autour de la santé environnementale
- Réfléchir aux moyens de sensibiliser les élus·es à cette thématique,
- Valoriser des retours d'expériences et des actions concrètes portées par des collectivités.
- Renforcer la connaissance et l'interconnaissance des acteurs locaux qui agissent sur votre territoire
- Identifier des leviers de passage à l'action dans le champ de compétence des collectivités territoriales (CLS, PAT, PCAET...)

Ces demi-journées, coconstruites avec les antennes départementales de l'ARS et les structures du réseau GRAINE, se sont tenues les 23 juin à Sablé-sur-Sarthe (72) et 1er juillet à Sèvremont (85)

.2. C'EST QUOI LA SANTÉ ENVIRONNEMENT POUR VOUS ?

Nous avons soumis la question suivante aux participant·es : "C'est quoi pour vous la santé environnement ?"

À cette question, de nombreuses réponses ont été rapportées, témoignant de la diversité des représentations et des sensibilités des participant·es autour de cette notion :

- Déployer des actions mettant en avant les liens entre l'environnement et la santé humaine.
- Placer la nature et les équilibres du vivant au cœur des thématiques de santé.
- Agir en faveur de la prévention et de la promotion de la santé.
- S'inscrire dans une approche One Health : une seule santé, à l'interface entre santé humaine, santé animale et santé des écosystèmes.
- Prendre conscience des impacts de l'environnement et du cadre de vie sur la santé.
- Intégrer la santé dans toutes ses dimensions : environnementale, sociale et animale.
- Prendre soin de tous les acteurs, dans une logique de solidarité et d'interdépendance.
- Se reconnecter à la nature et à son propre corps, tenir compte de son environnement dans sa santé personnelle.
- Favoriser le vivre ensemble, dans une perspective d'avenir.
- Mener des actions environnementales en faveur de la santé, à travers des approches transversales (alimentation, qualité de l'eau, bâtiment, etc.).
- Considérer les enjeux environnementaux comme des leviers pour améliorer la santé.
- Encourager l'implication de tous les acteurs via des projets partagés et collaboratifs.
- Mettre en lumière les liens entre santé et environnement au sens large, considérés comme des déterminants majeurs de la santé.
- Viser un cadre de vie sain et accessible à toutes et tous.
- Intégrer la notion de milieu de vie dans sa globalité, en identifiant ses impacts sur la santé, pour mieux les comprendre et agir en prévention.

Ces réponses montrent que chacun·e associe la santé environnement à des réalités différentes, mais qu'il existe une idée commune : celle d'un lien fort entre notre environnement et notre santé, et la nécessité d'agir pour les préserver ensemble.

.3. PRÉSENTATION DU PLAN RÉGIONAL SANTÉ ENVIRONNEMENT EN PAYS DE LA LOIRE

Présentation par Corinne Lecluse

Support de présentation [ICI](#)

Corinne Lecluse est chargée de projet prévention santé environnement et urbanisme favorable à la santé, au sein de la Direction de la santé publique et environnementale (ARS).

Le Plan Régional Santé Environnement (PRSE4) des Pays de la Loire est une déclinaison régionale du Plan National Santé Environnement. Il s'agit d'un cadre d'action porté conjointement par l'ARS, la Préfecture (SGAR, DREAL) et la Région pour limiter les expositions et risques sanitaires liés à l'environnement. C'est un outil de pilotage territorial qui vise à agir sur les déterminants environnementaux de la santé, en impliquant collectivités, professionnels et citoyens, afin de construire un environnement plus sain et équitable.

Le PRSE4 repose sur 3 grands enjeux transversaux :

1. L'approche intégrée « Une seule santé » (santé humaine, animale et écosystèmes).
2. L'adaptation au changement climatique et ses impacts sanitaires.
3. La réduction des inégalités sociales et territoriales de santé.

Ces enjeux se déclinent en 6 axes thématiques pilotés par différents acteurs (ARS, DREAL, Région, etc.)

- Eau et santé
- Alimentation et santé
- Bâtiment habitat et santé
- Cadre de vie aménagement et santé
- Biodiversité et santé
- Exposition aux polluants chimiques

Des pistes pour agir : plans de gestion de l'eau, intégration des enjeux santé-environnement dans la rénovation énergétique, amélioration de la qualité de l'air dans les crèches et écoles, projets pilotes d'aménagement urbain, réseaux de veille sur les espèces nuisibles, sensibilisation à la gestion sonore, etc.

Questions / réponses

Comment sont financées les actions ?

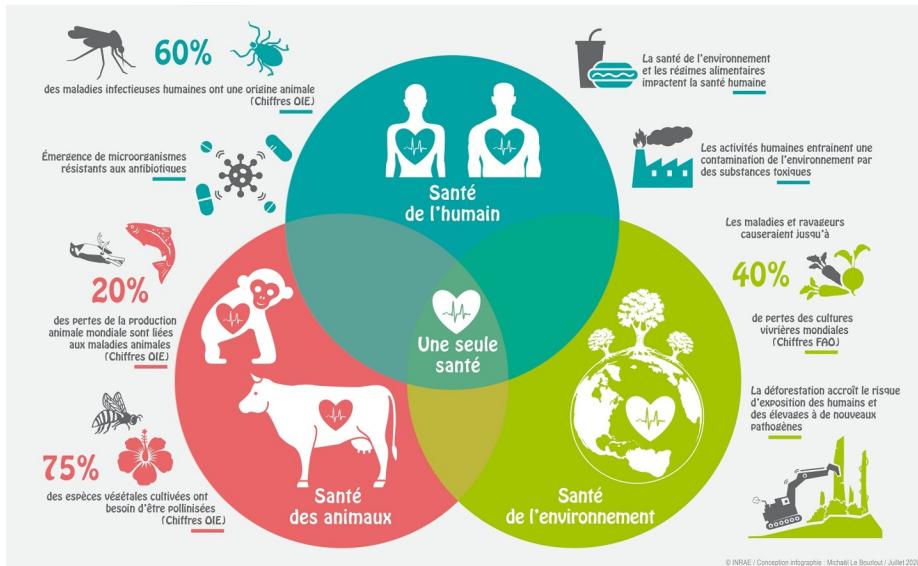
- La gouvernance du PRSE (Plan Régional Santé Environnement) est en charge du pilotage global. Une communauté d'axe a travaillé à l'élaboration de la feuille de route stratégique
- Certaines actions locales inscrites dans cette feuille de route peuvent bénéficier de financements dédiés.
- Les actions sont parfois portées par des structures dans le cadre de CPOM (Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens). Le porteur de projet pilote alors l'action (par exemple en lien avec la petite enfance ou l'habitat).
- Des bilans réguliers sont réalisés pour suivre les actions. Le bilan de 2024 est actuellement en cours de formalisation.

4. ONE HEALTH ET ÉDUQUER EN SANTÉ ENVIRONNEMENT : DE QUOI ON PARLE ?

Présentation par Léa Fonteneau du GRAINE Pays de la Loire, animatrice de réseau en santé environnement.

Support d'intervention [ICI](#).

One Health ou Santé globale



Quand on dégrade une composante de l'écosystème : ça dégrade les autres composantes de l'écosystème.

Exemple du l'influenza aviaire en Asie dans les années 1990 :

=> Des oiseaux sauvages porteurs de ce virus qui est faiblement pathogène
=> Intensification agricole : culture du riz qui contribue à une forte diminution des zones humides
Par conséquent, les oiseaux sauvages se concentrent aux mêmes endroits
=> En parallèle, on a une intensification élevage volailles
Les oiseaux sauvages se retrouvent donc au contact d'oiseaux domestiques et le virus va évoluer vers une forme hautement pathogène : le virus H5N1 (grippe aviaire)
Dans un contexte mondialisé d'échanges très rapides d'animaux, on a une propagation du virus pathogène chez l'homme, avec des décès dans la populations à la fin des années 1990.

En ce sens, la santé doit être perçue comme quelque chose de global : on doit le penser en termes de santé des écosystèmes et pas seulement penser en termes de santé humaine.

A l'inverse => des écosystèmes préservés ou restaurés, qui sont résilients, fonctionnels et diversifiés, vont accueillir une grande biodiversité et vont fournir de nombreux services écosystémiques à nos sociétés qui auront un impact sur notre santé globale. C'est ce que l'on va appeler solutions fondées sur la nature.

Exemple : restaurer les forêts dégradées qui vont capter et stocker le CO₂, ce qui va permettre d'atténuer les effets du changement climatique tout en offrant un cadre favorable à la faune et à la flore. On pourra également imaginer des co-bénéfices sur le territoire comme des activités de loisirs qui lutteront aussi contre la sédentarité et augmenteront le temps passé en nature.

Exemple : la végétalisation des villes qui va permettre de créer des îlots de fraîcheur, qui va permettre de réduire l'impact des canicules et de restaurer la biodiversité dans des espaces très urbanisés.

En 2021 plusieurs organismes mondiaux, dont l'OMS, intègrent une définition commune de « One Health », « une seule santé » : approche intégrée et unificatrice qui vise à équilibrer et à optimiser durablement la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes. La santé doit être vue comme un état de bien être collectif.

Cette approche suppose de considérer la santé de manière intersectionnelle, interdisciplinaire. Elle suppose également de penser la santé de manière territoriale. La santé environnement est transversale, elle traverse toutes les politiques publiques qui auront un impact, d'une manière ou d'une autre, sur la santé des écosystèmes.

Ainsi la santé environnement concerne un grand nombre de thématiques comme la qualité de l'air extérieur et intérieur, l'urbanisme, la qualité de l'eau, la biodiversité, l'agriculture, l'alimentation...etc. Thématiques que l'on retrouve dans le cadre du PRSE mais aussi dans le réseau GRAINE.

Éduquer en santé environnement (ESE)

L'ESE provient de la rencontre de deux champs d'actions : l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD) et l'Éducation et Promotion de la Santé (EPS). Afin de réduire les inégalités territoriales, environnementales et sociales de santé, l'ESE vise un renforcement du pouvoir d'agir des individus et des communautés sur leur santé, sur leur environnement et sur leurs interactions. Elle est mise en œuvre à travers des processus d'éducation et d'accompagnement au changement, partant des personnes, pour leur permettre de développer des habiletés individuelles et collectives^{*1}.

L'ESE est multidimensionnelle. Elle s'inscrit dans l'éducation, la santé publique, la protection de l'environnement, la justice sociale...etc. Elle se retrouve de fait au centre des priorités d'acteur·rices d'horizons divers, et dans toutes les politiques publiques.

L'éducation en en santé environnement au GRAINE Pays de la Loire

Depuis plus de 10 ans maintenant, le GRAINE travaille en relation étroite avec ses partenaires pour développer une éducation en Santé Environnement sur le territoire régional. Dans le cadre du PRSE, le GRAINE contribue à développer une culture commune d'éducation en santé environnement auprès des acteur·ices intermédiaires qui travaillent au contacts de publics (animateur·ices en centre de loisirs, éducateur·ices, collectivités locales, enseignant·es, professionnel·les de santé, travailleur·euses sociaux, professionnel·les de l'habitat, de l'aménagement et du cadre de vie...etc.) => ce travail est rendu possible notamment grâce au CPOM entre l'ARS et le GRAINE Pdl.

Le réseau GRAINE monte en compétence en matière d'ESE, avec des projets et des actions de plus en plus nombreuses en Pays de la Loire : 50 structures impliquées en ESE sur de nombreuses de thématiques différentes, comme vous allez le voir notamment à travers le forum qui va suivre.

Exemple de thématiques portés par nos adhérents : végétalisation des cours d'école, sensibilisation aux polluants chimiques, éduquer vers une alimentation saine et durable, qualité de l'air intérieur, l'impact de la nature sur la santé...etc.

Pour accompagner cette dynamique, le GRAINE :

- accompagne la montée en compétence et l'accès aux ressources
 - formation
 - échange de pratiques
 - lettre d'information
 - journée One Health
 - Feuille du GRAINE (publication annuelle) dont la dernière portait sur « Éduquer en santé environnement »

1 Charte [Agir ESE](#)

- développe et coordonne des projets à l'échelle régionale. Quelques exemples :
 - Escape game « Sauve qui PE ! » que les perturbateurs endocriniens, à venir
 - Dispositif pédagogique pour prévenir et lutter contre le moustique tigre
 - Formation d'ambassadeurs à l'alimentation durable dans les PAT (projet du Programme National de l'Alimentation 2023-2025).
- facilite la mise en relation et la coopération des acteurs
 - animation de groupes de travail dans le cadre du PRSE
 - animation d'une commission ESE au sein du réseau GRAINE
 - contribution aux politiques publiques territoriales
 - Guide habitat et santé
 - Catalogue éducation à l'alimentation dans les écoles (à venir)

Il est important de noter que le GRAINE est **généraliste** sur ces différents sujets : le GRAINE n'est pas une structure experte, mais une structure en réseau qui va venir chercher et s'appuyer sur les expertises de ses adhérents et partenaires.

C'est dans le cadre de sa mission de mise en relation et de coopération des acteurs que le GRAINE vous propose, en partenariat avec l'ARS, ces demi-journées de rencontres « Agir en santé environnement sur votre territoire » : pour se connaître, échanger et faciliter la mise en action sur vos territoires.

.5. PRÉSENTATION DU CONTRAT LOCAL DE SANTÉ (CLS) DU PAYS DE POUZAUGES

Présentation par Véronique Ferré, coordinatrice du CLS du Pays de Pouzauges.

Support de présentation à retrouver [ICI](#).

Contexte du CLS

Véronique Ferré est chargée de déployer 14 actions dans le cadre de son CLS, dont 4 actions spécifiquement en lien avec la santé environnementale, programmées pour 2026.

Parmi les actions en SE qui seront engagées dans le cadre du CLS, on peut citer :

- Création d'un groupe de travail en santé environnement
- Développement des connaissances de la population sur les enjeux de la qualité des environnements intérieurs sur la santé (air...)
- Information et sensibilisation de la population sur deux thématiques en santé environnement : l'imperméabilité des sols et l'insalubrité de l'habitat
- Développement des actions transversales entre le Projet Alimentaire Territorial (PAT) et le CLS, sur la question de l'alimentation saine et durable, à l'intention des familles (grand public)

Messages clés

La santé environnementale est un sujet complexe, il est donc essentiel de valoriser les actions qui fonctionnent bien afin de rendre cette thématique plus concrète et accessible.

Des réticences persistent, mais on constate une intégration progressive des approches d'éducation favorable à la santé dans les actions menées. Il apparaît également nécessaire d'intervenir davantage auprès des artisans et des professionnels de santé, qui jouent un rôle clé dans la diffusion de bonnes pratiques.

Certaines structures amorcent des évolutions positives dans leurs méthodes : par exemple, certaines informent désormais sur la qualité de l'air dès le début de leurs animations, afin de sensibiliser plus efficacement les publics.

Le GAB 85 a notamment souligné l'importance de la qualité de l'eau comme enjeu de santé environnementale. Les acteurs insistent sur la nécessité d'avancer progressivement, en privilégiant une approche individualisée plutôt que collective, afin de ne pas braquer les publics concernés. Il s'agit d'un sujet sensible et très politique.

Enfin, bien que de nombreux ateliers soient ouverts aux agriculteurs, ceux-ci y participent encore peu, ce qui interroge sur les modalités d'engagement et les leviers à activer pour une meilleure implication.

.6. AGIR EN SANTÉ ENVIRONNEMENT SUR MON TERRITOIRE : FORUM D'ACTEURS ET D'ACTIONS

Lors de ces demi-journées, nous avons souhaité mettre en lumière des projets menés en lien avec des Contrats Locaux de Santé (CLS) ou d'autres politiques publiques portées par des collectivités locales. Pour cela, un temps de retours d'expérience, organisé sous forme de forum, a permis aux participant·es de découvrir des initiatives concrètes d'éducation en santé-environnement portées en partenariat avec des collectivités. Si certains projets ont été présentés par une seule structure, d'autres l'ont été en binôme porteur de projet / agent de collectivité, afin de témoigner de la collaboration engagée. Vous trouverez ci-dessous la liste des retours d'expérience présentés, accompagnée de leur thématique et d'un lien vers chaque panneau de retours d'expériences. Ces panneaux proposent un résumé de chaque projet, précisent son état d'avancement et présentent les acteurs impliqués.

Bulles d'air, réduisons l'exposition des enfants aux polluants intérieurs (49)

| CPIE Loire Anjou et Mutualité française Pays de la Loire

Qualité de l'air intérieur & polluants chimiques

[Lien vers le panneau REX](#)

Contact intervenant·es : Cécile Lemoul | c-lemoul@cpieloireanjou.fr



Renaturation d'une cour d'accueil de loisirs | Pays de la Châtaigneraie (85)

| CPIE Sèvre et Bocage

Aménagement favorable à la santé

[Lien vers le panneau REX](#)

Contact intervenant·es : Blandine Desnhoues | b.desnouhes@cpie-sevre-bocage.com



Programme SAFE-Li « entretien des locaux » | CC de Noirmoutier (85) |

CPIE Logne et Grand Lieu et CC de Noirmoutier (PLUSS)

Qualité de l'air intérieur

[Lien vers le panneau REX](#)

Contact intervenant·es : Lucie Vidal | pluss@iledenoirmoutier.org



Restauration cours d'école | (44) | CPIE Loire Océane

Aménagement favorable à la santé

[Lien vers le panneau REX](#)

Contact intervenant·es : Céline Girault | celine.girault@cpie-loireoceane.com



Ordonnance verte | En partenariat avec Angers Loire Métropole & Cantenay-Epinard (49) |GABBAnjou

#Alimentation et santé

[Lien vers le panneau REX](#)

Contact intervenant·es : Bénédicte Michaud Mategot | cab.territoire@biopaysdelaloire.fr



Sensibilisation des artisans au radon | Sud Vendée Littoral (85) | CPIE Sèvre et bocage

Qualité de l'air intérieur

[Lien vers le panneau REX](#)

Contact intervenant·es : Olivier Fleury | o.fleury@cpie-sevre-bocage.com



Un dispositif pédagogique pour prévenir le moustique tigre | GRAINE Pays de la Loire

#Biodiversité et santé

[Lien vers le panneau REX](#)

Contact intervenant·es : Léa Fonteneau | lea.fonteneau@graine-pdl.org



.7. AGIR EN SANTÉ ENVIRONNEMENT SUR MON TERRITOIRE : ACCÉLÉRATEUR DE PROJET

Comment proposer une sensibilisation générale aux enjeux de la santé environnementale qui soit attractive pour les élu·es et les agent·es des services ?

Clés de réussite identifiées :

S'appuyer sur des éléments visibles et concrets, avec un discours positif :

→ Exemples : l'arrivée d'un médecin, des aménagements dans les cours d'école.

Introduire la santé environnementale dans des projets existants de politique publique :

- Exemple : le PAT de La Roche-sur-Yon a intégré une fresque sur les enjeux de SE. Seul un élu y a participé, mais avec un retour très positif.

Quels élu·es sensibiliser ?

- Le bureau communautaire, en particulier le président et le vice-président.
- Attendre les élections municipales pour ne pas brusquer les rythmes politiques ; prévoir les actions de sensibilisation après un temps d'installation.
- Travailler à l'échelle intercommunale, en associant bien l'ensemble des communes : maires, DGS, élu·es locaux.

Dispositifs sur lesquels s'appuyer

- Le projet de territoire : outil stratégique mobilisant les acteur·rices économiques, associatifs, citoyen·nes et institutionnels (État, Région, Département) pour établir un diagnostic et formuler des orientations partagées.
- Le COPIL du CLS : souligner que les actions en santé environnementale sont souvent plus longues à démarrer et à structurer, ce qui nécessite une cohésion renforcée entre partenaires.

Proposition de sensibilisation : forum intercommunal élu·es et agents

- Organiser ce forum après les élections municipales, en laissant un délai d'appropriation.
- Associer les communes à l'échelle intercommunale pour favoriser l'adhésion.
- Trouver un sujet fédérateur pour aborder la SE sous un angle transversal et concret :
 - Projet de reconversion d'une zone industrielle
 - PCAET
 - Réaménagement de cours d'école
- Adopter un discours non anxiogène, orienté vers des solutions positives et réalisables.
- Se faire accompagner par un expert :
 - Exemple : intervention d'un sociologue du Collège des Transitions Écologiques et Sociétales (TES), structure qui agit comme plateforme d'action-recherche et de formation pour accompagner les transitions.
- Associer les professionnel·les de santé déjà sensibilisé·es à la santé environnementale (ex. : acteurs ARS, médecins locaux...).

Comment travailler la question de l'alimentation et de l'agriculture à travers le prisme de la santé (pesticides, perturbateurs endocriniens) avec les acteurs de mon territoire ?

Constats et difficultés rencontrées :

- Un vocabulaire parfois flou ou mal perçu :
- Le terme « perturbateurs endocriniens (PE) » est jugé trop vague, notamment par certains professionnel·les de santé.
- L'usage de termes comme « pesticides » ou « bio » peut heurter certaines sensibilités ou générer de la méfiance : nécessité de choisir des formulations plus acceptables politiquement, sans dénaturer le message.
- Le but des actions en lien avec la santé et l'environnement n'est pas toujours lisible pour les populations locales.
- Des thématiques clivantes :
- Il est souvent plus simple d'aborder les enjeux via la santé des enfants, l'obésité ou la santé mentale que d'attaquer frontalement la question des pesticides ou des perturbateurs endocriniens.

- Sur la question de l'eau, le débat reste très technique et dominé par des jeux d'acteurs puissants (lobbying agricole).
- Un contexte rural contraint :
- Les ordonnances vertes et approches santé-environnement émergent surtout en milieu urbain, notamment à Strasbourg ou Lyon, grâce à des moyens plus conséquents.
- En territoire rural, la pression du monde agricole est plus forte, ce qui peut freiner le portage politique.

Leviers et pistes d'actions :

- Adopter un discours santé pour favoriser l'adhésion :
- Passer par l'axe santé est souvent plus efficace pour promouvoir une agriculture plus durable ou la consommation de produits bio.
- Parler de prairies, d'enherbage, d'élevage avant d'évoquer les pesticides ou la qualité de l'eau peut permettre de gagner la confiance des agriculteurs.
- S'appuyer sur des entrées transversales :
- Exemple du Campus Fertile en Pays de Retz, qui a rapproché les thématiques *alimentation et activité physique* pour sensibiliser les jeunes.
- La santé mentale et le jardinage constituent également des portes d'entrée efficaces, moins sensibles politiquement.
- Adopter une stratégie progressive et ciblée :
- Travailler avec les acteurs volontaires, commencer petit, et valoriser les dynamiques existantes.
- Ne pas viser d'emblée une sensibilisation générale, mais construire des projets localisés et reproductibles.

Rôle du Projet Alimentaire Territorial

- Le PAT comme outil structurant :
- Les filières locales constituent un axe fort du PAT, tout comme la restauration collective, notamment en milieu scolaire.
- Il existe des marges de progression sur l'équilibre des repas et l'application de la loi EGALIM.
- En absence de portage politique fort, les actions en lien avec la santé ont tendance à être nivélées par le bas.
- Intégration nécessaire au CLS :
- Les PAT doivent s'articuler avec les Contrats Locaux de Santé (CLS) pour concrétiser les ambitions santé et favoriser une coordination intersectorielle.
- Traduire les ambitions en actions concrètes :
- Parler d'autoproduction, d'alimentation équilibrée, de circuit court, en intégrant toujours une dimension santé.

Comment travailler la question de la qualité de l'air intérieur avec les acteurs de mon territoire ?

Contexte

Un participant de l'atelier travaille au sein d'une Communauté de communes de 36000 habitant·es et est en charge du PCAET, dont une action s'articule autour de la QAI.

Dans le cadre de cette action, un sondage a été relayé à tous les ERP de la Communauté de communes afin de connaître le matériel et les usages usuels en terme de QAI. Résultat : à ce jour, aucun responsable de site n'a réalisé de diagnostic de qualité de l'air intérieur. Ce manque de diagnostic clair est un frein pour monter des actions. Par ailleurs le territoire n'est pas très concerné par le radon.

Identification des freins

Le diagnostic interne est difficile à mener par les responsables de site. Il est peut-être être envisageable de mener le diagnostic par un intervenant extérieur : exemple Bureau d'études (mais coûteux financièrement). En revanche, si la méthode est livrée mais pas accompagné : risque d'échec. Le premier frein : qui fait le diagnostic ?

Autre frein identifié : la réalisation du diagnostic est non porté politiquement

Leviers

Il peut être intéressant de solliciter le service technique bâtiment et/ou collègues en charge du CLS.

- Impulser une dynamique en créant une équipe et travailler en mode projet.
- Proposer un projet pilote (un bâtiment) pour lancer le projet
- S'appuyer sur des dispositifs pédagogiques d'accompagnement au changement comme le « Défi classe énergie »

Défi classe énergie : aventure pendant un an qui implique les élèves avec l'enseignant·e et un agent technique. Parfois les élus·es sont invités. Le défi est axé sur l'usage et le réglage pour ajuster aux objectifs fixés. Des journées d'animations sont prévus avec les élèves référents, interventions de ces élèves auprès d'autres élèves et retours d'expériences en fin d'année.

=> Acteur qui peut être mobilisé : ELISE 85

Autres pistes possibles pour la collectivité :

- projet « RACINE » mise en place de capteurs de mesure de la température.
- Forum SAFE-LI à voir pour s'acculturer (changement comportement nettoyage)
- Appui sur les guides CEREMA, réglementation en vigueur
- Mise en place d'indicateurs de confinement : détecteur de CO2 (réglementation)
- Escape game d'Air Pays de la Loire

Retour d'expérience du GRAINE : un bon levier est de commencer par la sensibilisation aux enjeux sanitaires de la qualité de l'air et aborder ensuite la réglementation.

Conclusion

Frein sur l'écoute/implication élus, responsables de sites et service techniques par méconnaissance notamment par les impacts sanitaires

Leviers : approche par les impacts sanitaires, constituer une équipe projet autour d'un bâtiment pilote, en se faisant accompagner par des acteurs experts du territoire.

Comment capter les publics éloignés des préoccupations de santé environnementale ?

Dans le cadre du SCOT signé avec l'ADEME, mise en place d'actions de sensibilisation autour de la consommation responsable. Comment toucher les publics de manière très large et pas toujours les mêmes ?

Proposé par la CC Baugeois Vallée

Constats et questionnements initiaux :

- Il s'agit de sensibiliser à la consommation durable et, plus largement, aux enjeux de santé environnementale, auprès de publics dits « éloignés ».

- La question centrale : « Quand il s'agit d'aller toucher un public large, quels sont les freins et les leviers ? »

Freins identifiés :

- Le manque d'engagement politique : sans soutien clair des élu·es ou sans portage collectif, les actions ont peu de résonance.
- La communication peu mobilisatrice : certaines collectivités, peu convaincues ou démobilisées, se contentent d'un minimum d'actions ou de communication, ce qui limite l'impact.
- Un message parfois mal ciblé :
 - Ce ne sont pas nécessairement les publics qui sont réfractaires, mais le message qui ne leur parle pas.
 - D'où l'importance de questionner les représentations sur les publics éloignés et d'adapter le discours.
- Problèmes structurels et sociaux :
 - Contraintes de mobilité, sentiment d'illégitimité ou manque de temps.
 - Déconnexion entre les préoccupations écologiques institutionnelles et la réalité quotidienne de certains publics.
- La logique de chiffre des collectivités, qui favorisent les événements grand public avec du passage plutôt que les actions de proximité plus qualitatives mais moins visibles.

Leviers et pistes d'actions :

- Une communication adaptée, ancrée dans le réel :
 - Adapter le message selon les territoires et les pratiques des habitant·es et accepter que leur réalité n'est pas forcément la nôtre, en évitant une posture moralisatrice.
 - Créer des espaces où les gens peuvent parler de ce qu'ils font, de manière informelle
 - Mieux connaître les pratiques locales pour les valoriser : partir de ce que font déjà les gens plutôt que d'imposer un modèle idéal.
 - Faire émerger et valoriser des pratiques dont les gens n'ont pas forcément conscience.
 - Utiliser la communication indirecte : profiter d'événements non liés à la santé environnementale pour glisser des messages de sensibilisation.
- Allier communication et événementiel :
 - Créer des événements conviviaux, ludiques, ou culturels où les messages peuvent être intégrés de manière détournée. Il faut se saisir de différents moyens d'entrer dans les entreprises via les collectifs d'entrepreneurs ou les contrats collectifs de mutuelles.
 - Exemple : le Stand climat à la fête de la viande, présence sur les marchés hebdomadaires, ciné-débats etc.
 - Exemple de la mutualité : actions de prévention solaire (lunettes, goodies...).
 - Exemple : la zone industrielle de Pouzauges, où une équipe est allée rencontrer les salarié·es sur leur pause déjeuner, chaque semaine pendant un mois, pour discuter de leur quotidien. Cette démarche, menée avec la fédération des centres sociaux, montre l'intérêt d'aller vers les publics sur leur lieu de vie ou de travail.
- Mobiliser les relais et acteurs du territoire :
 - Identifier les structures « locomotives » : associations, centres sociaux, mutuelles, etc.
 - S'appuyer sur des professionnels déjà en lien avec les publics : mutualité, structures médico-sociales, éducateurs, bénévoles...
 - Impliquer les élu·es dans les actions pédagogiques.

Objectifs opérationnels :

- Clarifier les termes et concepts :
 - Que veut-on dire par « consommation responsable » ou « écoresponsable » ? Il peut être utile de changer de terminologie pour quelque chose de plus concret et parlant.
- Construire à partir du terrain :
 - Réaliser un diagnostic local pour comprendre les besoins, les pratiques, les perceptions des citoyens.
 - Favoriser une appropriation par les habitant·es, en les intégrant dès la phase de diagnostic.
 - Sensibiliser les professionnels de santé pour soutenir une action type ordonnance verte.
- Développer des actions de proximité :
 - Adapter les formats aux réalités des communes : ex. des ateliers courts, des sorties en lien avec les habitudes locales, ou encore des formats mobiles.
 - Inclure des volets santé dans les dispositifs existants : ex. RDV de la santé, prévention des risques solaires, etc.
- Former les élu·es serait souhaitable... mais peu réaliste à grande échelle → privilégier des formats courts, ciblés, via des événements ou des défis (ex. Défi FAAP).

.8. EVALUATION

Des résultats de satisfaction mitigés

Les résultats sont plus mitigés que pour l'évaluation de la rencontre nord Loire (Sablé sur Sarthe). 60 % des participant·es sont « très satisfaits » ou « satisfaits » de cette demi-journée ; 33 % sont « moyennement satisfait » et une personne est « peu satisfaite ».

Pour les participant·es ayant été « moyennement satisfait·e », les raisons évoquées sont les suivantes :

- Certain·es participant·e auraient souhaité que l'accélérateur de projet soit plus cadré, et trouve dommage que l'une des personnes qui a proposé un sujet n'était pas présente
- Le nombre de participant·es était moins important attendu, impactant ainsi la diversité et la richesse des échanges (beaucoup d'annulation en raison de la canicule)
- Enfin des participant·es auraient souhaité davantage de temps sur le forum, particulièrement les personnes intervenantes pour qu'elles puissent aller voir les autres stands.

La personne qui a noté la demi-journée « peu satisfaisante » a souhaité mettre l'accent sur la nécessité de prendre en compte les conditions météorologiques qui étaient peu adaptées au maintien de l'événement (canicule). Cette personne aurait souhaité une organisation plus résiliente, avec un report ou une alternative à cette rencontre.

A cela nous pouvons ajouter qu'effectivement, la météo caniculaire a amené un bon nombre de participant·e à annuler leur venue.

Les éléments positifs de la demi-journée soulignés par les participant·es

- le forum d'actions a été particulièrement apprécié par l'ensemble des participant·es
- l'accélérateur de projet a été bien apprécié par certain·es participant·es
- la possibilité d'échanger, l'interconnaissance, l'échange de contacts avec de potentiels futurs partenaires.

Globalement l'ensemble des participant·es indique qu'un format en journée serait adapté, pour permettre davantage l'interconnaissance mais aussi pour « rentabiliser » davantage le déplacement.

Pistes d'amélioration identifiées

Les participants ont formulé des suggestions constructives pour optimiser les futures éditions :

Durée et format

- Principale demande : passer à une journée complète plutôt qu'une demi-journée
- Le format 3h est jugé "trop court" pour approfondir les sujets et les ateliers

Équilibre des temps

- Allouer plus de temps aux échanges et aux ateliers
- Permettre la participation à tous les retours d'expériences du forum

Ciblage thématique

- Affiner la définition des problématiques pour l'accélérateur de projets
- S'assurer de la présence de la personne qui propose le sujet